Novembre Décembre 2023

Bimestriel n° 198

Le J.A.

Journal de la CGT Educ'action Versailles

académie de Versailles

Edito 1

12 décembre : une grève réussie. 2

La CGT à l'offensive dans les réunions de préparation de la rentrée 2024 3

Non titulaire : toujours une mauvaise communication et du mépris. 4-5

« On ne nait pas femme mais on en meurt » 6

Thérapie du choc dans le premier degré 6

Annonces Attal : retour vers une école qui n'a jamais existé ! 7

Personnels administratifs : connaitre ses droits et se défendre ! 8

Contacts 8

Commission paritaire n° : 1012S07065

Dir. de publication : Marie Buisson

Imprimé sur papier recyclé

Non à l'Ecole du choc !

Le choc des savoirs. En voilà une formule d'accroche pour une belle campagne politique. Car il s'agit bien de cela pour l'ambitieux ministre Attal. Une belle campagne politique pour se draper dans l'habit désormais à la mode, celui de l'homme politique qui se construit sur la fermeté dans une situation de crise. Les mots ont un sens et la notion de choc renvoie à des doctrines politiques ou économiques (on peut penser au Chili et aux recettes de l'école de Chicago, la stratégie du choc qu'a expliquée Naomi Klein). Le plan est tout tracé : la France s'enfonce dans le classement Pisa, les jeunes sont, en particulier dans les quartiers populaires, en voie d'ensauvagement (imaginons si le terme avait été prononcé par l'extrême droite il y a 20 ans), il faut donc appliquer des mesures drastiques pour redresser la situation. C'est donc les groupes de niveau et les redoublements qui font leur retour bien que leur impact sur le niveau scolaire ne soit pas reconnu. Cela sera encore et toujours le retour aux fondamentaux comme c'était déjà le cas avec Fillon et son socle commun il y a plus de 20 ans. Chaque ministre veut imprimer sa marque en faisant du neuf avec du vieux.

Dans cette recette nauséabonde qui sent la vision passéiste d'une école fantasmée avec des uniformes et des porte-plumes, c'est surtout la négation de l'impact des inégalités sociales qui est en creux. Ce seront étrangement les élèves des quartiers populaires qui seront dans les groupes de niveaux les plus faibles accentuant la reproduction sociale. Accepter cette vision, c'est accepter que notre mission au sein du service public de l'éducation n'est pas de permettre à toutes et tous de réussir mais bien de sélectionner les élèves de plus en plus tôt.

L'offensive contre la voie pro s'inscrit dans cette vision globale. C'est toujours moins d'heures d'enseignement et des élèves toujours plus au service des entreprises. La réussite de la grève du 12 décembre illustre le fait que les collègues ne se résignent pas et que le gouvernement peut et doit encore reculer comme c'était le cas déjà l'an dernier.

Il reste que le contexte global est tendu. Les bombardements de l'armée israélienne sur Gaza sont d'une violence inouïe et favorisent des tensions majeures à l'internationale. La CGT prend toute sa place dans les manifestations contre les victimes civiles, en soutien au peuple palestinien et pour un cessez le feu immédiat. Dans le même temps, notre organisation est la cible de la répression politique du gouvernement et de sa police. Ce sont nos militant.e.s qui sont poursuivi.e.s comme la co-secrétaire de l'UD 95.

Pourtant, et particulièrement dans ce contexte, il nous semble impératif de rester mobilisé.e.s et d'augmenter le rapport de force. Cela passe par la construction d'une riposte majeure au sein de l'éducation le 1er février prochain

Mathieu Moreau

Co-secrétaire académique

12 décembre : une grève réussie !

À l'appel d'une intersyndicale unitaire, les personnels des lycées professionnels étaient appelés à la grève le 12 décembre pour s'opposer à la réforme Macron-Grandjean. Plus de 2500 collègues se sont retrouvé-es au sein de la manifestation parisienne, soit 1 PLP sur 5 en Île-de-France, avec une forte présence des sections de la CGT Éduc'action. La manifestation dynamique a marqué notre volonté de défendre la voie professionnelle sous statut scolaire.

La mobilisation massive à partir du 18 octobre 2022 avait permis de faire reculer partiellement le gouvernement sur l'allongement de la durée de stage. Cependant, le projet d'aménagement de l'année de terminale reste profondément néfaste. En effet, les élèves seront soumis à un calendrier démentiel avec des épreuves anticipées à la mi-mai. Puis, ils auront le « choix » de 6 semaines de ce parcours diversifié, soit par des PFMP gratifiées, soit par de la préparation à l'enseignement supérieur. Ce choix en est-il vraiment un ? Les élèves issu·es de milieu défavorisé seront peut-être enclins à choisir les PFMP pour la gratification et ce, même s'ils ou elles ont l'intention de poursuivre dans l'enseignement supérieur.

Le ministère a concédé quelques aménagements sur les marges de sa réforme, mais il maintient la philosophie globale, proche de la loi « plein emploi » : fournir rapidement de la main d'œuvre aux secteurs « en tension » sans jamais poser la question des conditions de travail et de salaires. Il est indispensable d'inscrire la lutte dans la durée, de faire du lieu de la formation professionnelle, l'école ou l'entreprise, un enjeu de société.

La mobilisation a permis limiter les pertes d'heures, mais les élèves voient leurs horaires réduits de 170 heures. Les DGH en janvier seront donc le prochain temps fort de la lutte. Il faut aussi inscrire la bataille contre la casse des lycées professionnels dans une riposte d'ampleur au sein de l'éducation contre l'offensive réactionnaire que représente l'École selon Attal. L'assemblée générale du 12 décembre 2023 a proposé de mener des actions spécifiques des lycées professionnels lors de la prochaine journée de mobilisation dans l'éducation.

Yannick Biliec

secrétaire général CGT Educ 91

La CGT à l'offensive dans les réunions de préparation de la rentrée 2024

La voie technologique

La principale nouveauté porte cette année sur la création d'« avis opportun » à propos des ajustements de rentrée en STMG. Ces avis opportuns pourront devenir des ouvertures de rentrée mais cela ne sera pas une règle. Nous sommes intervenus sur la situation de l'Essonne afin de rééquilibrer l'offre de formation en STMG autour d'Evry et d'éviter de trop longs déplacements des élèves. Sur ce point, l'administration a maintenu les avis opportuns et il y aura peut-être une ouverture à la rentrée sur Evry ou Corbeil mais au dernier moment, ce qui pose la question du financement de la structure.

Les spécialités

Si la carte des spécialités en lycée général s'étoffe quelque peu, ce qui permet d'éviter la concurrence entre établissements, nous avons remarqué que sur Versailles et Arpajon, la mutualisation entre lycées était de mise. Cela induit des déplacements d'élèves voire d'enseignant·es entre les établissements, ce qui n'est jamais une bonne chose. Nous avons interrogé l'administration afin de savoir si c'était une expérimentation avant généralisation. Cela ne devrait pas être le cas selon le rectorat mais nous resterons vigilant·es. Enfin, les statistiques fournies sur le choix genré des spécialités fait toujours apparaitre une sur représentation féminine en Humanités Littérature Philosophie ainsi qu'en LLCE Anglais à l'inverse de Numériques et Sciences Informatiques.

La voie professionnelle

L'étude de l'évolution de la carte de la voie professionnelle s'est faite cette année en deux temps (première réunion au niveau de la région académique le 7 décembre et temps d'échange au niveau académique le 8/12). C'est lié à la transformation de la voie professionnelle qui donne désormais à la région académique la main sur la carte des formations professionnelles. La CGT Educ'action s'y oppose et milite pour le retour à une étude académique. Nous avons pu obtenir qu'il y ait un temps d'échange au niveau du rectorat de Versailles dont nous demandons qu'il précède à l'avenir la réunion « région académique ».

Cette réunion académique a été utile car nous avons pu intervenir davantage sur la situation académique et au niveau des établissements, ce qui a permis par exemple d'éviter une modification non souhaitée par les personnels au LP Garamont de Colombes. La vigilance doit rester de mise car le rectorat projette d'ouvrir trois formations de logistique au lycée Galilée de Gennevilliers, formations qui entrent en concurrence avec celle du LP Petiet de Villeneuve la Garenne. En réaction, la Cgt Educ'action Versailles a donc décidé de travailler à un projet de renforcement des formation industrielles dans la boucle nord de la Seine.

Au final, il y a 13 créations (dont 7 dans le Val d'Oise) et 3 suppressions pour un solde positif de 10 formations (Bac Pro, CAP). Le risque est grand qu'il y ait à nouveaux des élèves non affectés compte tenu du faible nombre d'ouvertures prévues (en particulier en Essonne).

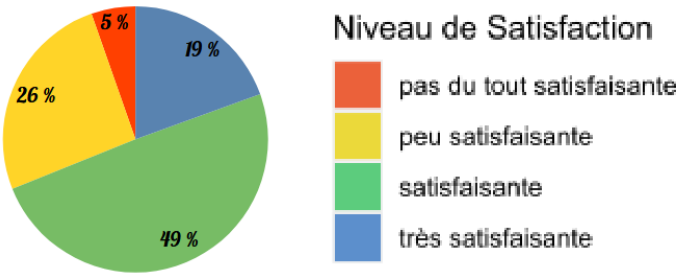
Samuel Serre

Co-secrétaire académique Versailles

Non tit' : toujours une mauvaise communication et du mépris

Entre avril et juin 2023, la CGT Educ'Action de l'académie de Versailles a soumis un questionnaire aux agents non titulaires de l'académie pour faire le point sur leur situation. 138 contractuel·les ont répondu (notamment 96 enseignant.e.s des 1er et 2nd degrés).

L'entrée dans le métier



1/3 des répondant·es ne sont pas satisfait·es de leurs conditions d'intégration et d'exercice.

Je fais ce métier par plaisir suite à une reconversion professionnelle et je ne m'attendais pas à de la maltraitance RH

Les premières difficultés rencontrées se trouvent dès la signature du contrat : retards, parfois de plusieurs semaines, incohérences dans la rédaction du contrat, déplacements inutiles…

A la signature du contrat, je ne connaissais pas le montant exact de ma rémunération

L'affectation souffre du manque d'anticipation, des changements fréquents d'établissement et de la distance parfois importante entre le domicile et l'établissement.

J'ai demandé à rejoindre un lycée à 800 m de chez moi où un poste est disponible. Je suis actuellement affectée à 2 h de route de mon domicile

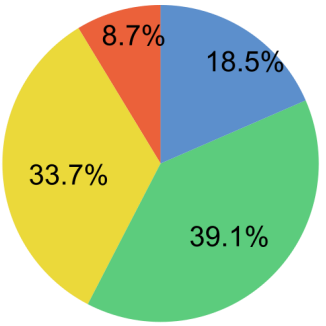
Sentiment de frustration, de servir uniquement à boucher les trous…

La prise en charge administrative

Malgré plus de 6 ans d'ancienneté dans l'Education nationale, environ 1700 € net…

Plus de 40 % des répondant·es sont insatisfait·es de la gestion de la paie :

- retards de paiement divers, jusqu'à 3 mois, entièrement imputables à l'administration
- absence d'évolution salariale
- niveau de rémunération trop bas



Considérez-vous que la prise en charge administrative de votre paie a été satisfaisante ?

Payée 3 mois plus tard …

L'arrivée dans l'établissement

L'accueil des équipes pédagogiques est plutôt bien ressenti, mais 1/4 des répondant·es témoignent d'un sentiment de manque de considération de la part de la hiérarchie. Des situations ressenties comme du harcèlement moral sont mêmes dénoncées.

Le directeur considère que les contractuels n'ont pas leur place dans un établissement classé REP. Attitude très hostile dès mon arrivée…

Un peu plus d'un quart des répondant·es regrettent l'imposition d'emplois du temps mal adaptés à leur situation personnelle, avec parfois une gestion complexe entre plusieurs établissements…

On est livré à soi même

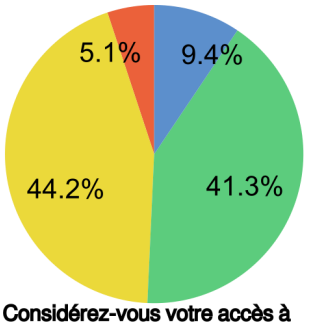
3 écoles, 2 circonscriptions, 4 niveaux, en 4 jours ça fait beaucoup

Sur la question du matériel, on retrouve pour 45 % des sondés des problèmes qui ne sont pas propres aux contractuels (budget, recours à du matériel personnel, gestion des clés...)

Il faut réclamer tout : les codes, clés, accès, etc.

L'accès à l'information

« Des problèmes d'information sont évoqués à tous les niveaux : gestion du contrat, de la paie, communication dans l'établissement, formation…



Considérez-vous votre accès à l'information interne comme étant satisfaisante ?

Enormément de plateformes, je m'y perds…

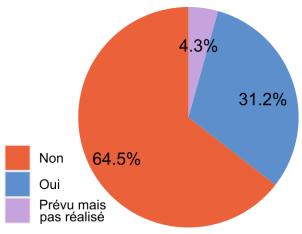
La formation

Pas de formation, nous arrivons sur le terrain et c'est à nous de nous adapter

Les réponses montrent une forte attente des contractuel·les sur la question de la formation. Un accompagnement externe n'a été réalisé que pour 31 % des répondant·es. Ces dispositifs ne répondent à aucune cohérence académique mais ils sont appréciés par 88 % des répondant·es.

Je me suis retrouvé inscrit dans une formation appelé « magistère » avec 2 jours en présentiel et beaucoup de choses à faire en ligne. J'ai pas trop compris ce que c'était !

Lorsque un tutorat est effectué, il est plutôt apprécié (60 %). Malheureusement, les tuteur-trices ne sont pas formé·es et il n'existe pas de processus académique harmonisé.



Avez-vous bénéficié d'un accompagnement hors de votre établissement ?

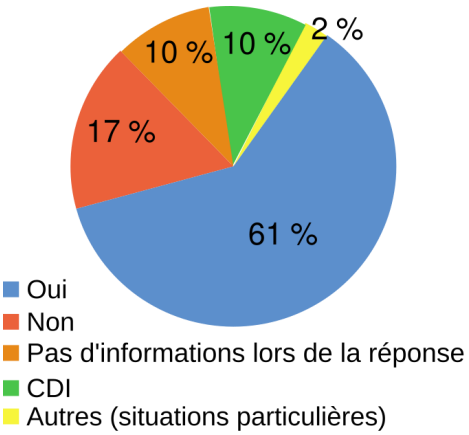
J'aurais apprécié avoir un tutorat en interne afin de ne pas travailler à l'aveugle

Tutorat ???

J'ai eu un tutorat pendant 2 mois… après 7 mois déjà dans le métier

Le renouvellement de contrat

Lors de l'enquête, presque 1/5 savait son contrat non renouvelé. Ces non renouvellements sont majoritairement du fait du rectorat : parfois, la simple réaffectation d'un titulaire justifie le non renouvellement à l'issue du contrat.



Votre contrat est-il renouvelé pour l'année prochaine ?

L'arrêt du contrat peut être aussi une décision personnelle de l'agent suite aux mauvais traitements subis pendant le contrat.

On m'a refusé mon renouvellement, car j'ai demandé un congé parental

Les disparités dans les conditions d'accueil et de formation des non titulaires montrent que le rectorat a encore des efforts à faire pour intégrer les non titulaires et respecter leurs conditions de travail. La CGT est à leurs côtés pour faire valoir ces revendications, ainsi que leur titularisation sans condition de concours ni de nationalité (et dans l'immédiat la garantie de réemploi) et des grilles de salaires alignées sur celles des titulaires.

Gregory Marchand

Elu CCP Non-titulaire

« On ne nait pas femme mais on en meurt »

Jeudi 16 novembre, la Collective Versailles s'est réunie pour la première fois de l'année et ce avec toujours autant de plaisir, il y avait quinze camarades présentes. Ce moment d'échange avait pour vocation de revenir sur le congrès de notre union académique qui a acté l'intégration du féminisme dans ses statuts, de discuter, de partager des outils et des ressources ainsi que de préparer la manifestation du 25 novembre contre les VSS.

Nous étions ainsi plus de 15 000 personnes à Paris à manifester pour éradiquer les violences à l'égard des femmes et mettre fin au patriarcat qui empêche l'égalité femmes/hommes. Cependant, tant que le gouvernement ne prendra pas la mesure de ce que sont les violences sexistes et sexuelles et que les moyens n'auront pas été mis sur la table alors on continuera à pleurer nos mortes. Il y a eu 121 féminicides cette année. On pouvait lire sur les pancartes croisées au détour des cortèges « on te croit », « on ne tue jamais par amour » ou bien « et tu tapes, tapes, tapes, c'est ta façon d'aimer ? ».

Il faut des moyens mais également une prise de conscience et changer nos représentations pour ne plus lire ou entendre « ça va c'est une blague » pour ce qui se qualifie pénalement comme étant un outrage sexiste. D'arriver à faire la distinction entre une agression sexuelle et du harcèlement sexuel par exemple.

Pour cela, il est important de s'informer et de se former pour pouvoir avoir les outils nécessaires quand on se retrouve confronté·e à une situation de violence que cela soit dans notre vie privée ou bien sur notre lieu de travail. Nous organisons en mai 2024, une formation « Être militante à la CGT Educ » animée par nos camarades de la Collective Nationale. Nous vous ferons parvenir un mail pour vous donner toutes les informations nécessaires comme la date et le lieu et vous pourrez donc vous inscrire à ce moment-là.

Amal & Aude, animatrices de la Collective académique

Théorie du choc dans le premier degré

Les annonces du ministre Attal, le 5 décembre dernier, s'inscrivent dans la droite ligne néolibérale expliquée par Naomi Klein dans son livre « la stratégie du choc ».

Pour le 1er degré, après les projets CNR, les évaluations d'école, la dérive de la loi Rilhac et les évaluations nationales standardisées, l'école des Chicago boys a commencé à diffuser sa thérapie. Le chaos qui en découle est l'occasion d'accélérer la destruction de la liberté pédagogique.

Le pilotage managérial par les évaluations nationales va accentuer la pression sur les enseignants·es de maternelle au CE2 avec des prescriptions pédagogiques « neuroscientistes » dans de nouveaux programmes. Que se passera-t-il pour les collègues qui refuseront d'utiliser les manuels de lecture en CP et CE1, nouvelles versions des guides rouge et orange de Blanquer ? Que se passera-t-il pour les collègues qui continueront à utiliser des pédagogies coopératives en mathématiques en lieu et place de la méthode de « Singapour » ?

Ces mesures sont un mépris pour les élèves les plus éloignés de la scolarité par leur milieu social. Avec l'individualisation des parcours, chacun·e sera responsable de sa réussite et de son échec. Une école encore plus sélective se dessine.
L'école d'Attal, c'est l'école du Capital. Imposons-lui une stratégie du choc par la lutte et la grève !

Julien Foucou, CGT Educ'action 95

Annonces Attal : retour vers une école qui n'a jamais existé !

Il existe une nostalgie chez nos gouvernant·es d'une France d'avant qui n'est pas sans inquiéter. D'une part car cela s'appuie sur une vision très conservatrice de la société, d'autre part car cela repose sur une France qui n'a jamais vraiment existé ; on a pu le voir avec Macron, son rapport à l'armée et sa nostalgie d'un service militaire qui aurait été un moment de bonheur collectif l'a conduit à imaginer le SNU. On le voit maintenant avec Attal qui se prend à rêver d'une école basée sur la contrainte et où tous les élèves réussissaient mieux. C'est fort de cette image fausse qu'il nous propose son école du 21ème siècle : une école basée sur l'exclusion où on introduit un examen d'entrée au lycée et où on crée des classes de relégations, des « sous seconde » où les élèves attendront de pouvoir entrer vraiment au lycée.

De même, il réinstaure le redoublement, pensant flatter les enseignant·es et partant du fait que l'échec doit être sanctionné plutôt que de trouver des solutions. Il insiste sur cette école de la concurrence par la mise en place de groupes de niveau dont aucune étude sérieuse n'a montré qu'ils permettaient de remédier aux difficultés. Pire encore, c'est un moyen de mettre à part les élèves en difficulté laissant entendre qu'ils gêneraient les autres élèves dans leurs apprentissages. C'est le collège unique qui est remis en cause !

Bref, on a l'impression qu'Attal a trop regardé *La cage aux rossignols* ou autres films sur la condition scolaire d'il y a plus de 70 ans. Il oublie que des centaines de milliers de jeunes étaient alors exclus de l'école et que le sens de l'histoire est d'élever le niveau général et pas de conserver celui de certain·es.

Les images d'Epinal ça suffit ! Le retour à l'encrier, la leçon de morale, la connaissance exhaustive des sous-préfectures et des affluents de la Loire, ce n'est pas l'école que nous voulons, ni celle dont les élèves ont besoin dans ce monde toujours plus complexe. Non, nous ne pensons pas que les élèves sont prédestinés : l'école doit accompagner des enfants et des adolescent·es qui sont en construction. Nous pensons que les groupes sont une bonne chose quand ils permettent de travailler en effectif réduit pas en groupe de niveau mais cela le ministère le refuse depuis des années !

Il ne suffit pas de flatter les profs par des déclarations à l'emporte-pièce, il s'agit aussi d'écouter les revendications des personnels et de leurs organisations syndicales. Nous ne voulons pas d'une école caserne mais d'une école qui émancipe et où tous les élèves peuvent réussir ! Et pour celles et ceux qui rêvent d'une école d'avant où l'ordre et l'autorité régnait, la fin de *Zéro de conduite* de Jean Vigo ne devrait pas les rassurer !

Samuel Serre

Co-secrétaire académique Versailles

Personnels administratifs : connaitre ses droits pour se défendre !

Le 30 novembre la CGT Educ'action Versailles a réuni dans ses locaux de Nanterre une dizaine de personnels administratifs afin de se former sur les questions de carrière et de droits de ces personnels qui sont les grands oublié·es de l'Education nationale. Pour les agents de catégorie C, le scandale sur les salaires a éclaté au grand jour quand il est apparu que le ministère était obligé de relever les grilles chaque fois qu'il y avait augmentation du SMIC sinon les agents seraient en dessous du minimum légal. De même, au bout de 15 ans de carrière (sans compter les primes) un·e Adjaenes est payé·e le Smic + 50 euros !!!

La formation a permis aussi de mettre en valeur la victoire de nos camarades du Rectorat sur la modification de leur règlement intérieur qui est ajourné suite à leur mobilisation.

La formation était assurée par notre responsable nationale Sylvie Aebischer et a permis au regard des questions de salaires et de carrière de travailler sur les revendications. Connaitre ses droits c'est aussi un moyen de se défendre. Il a été décidé au sortir de cette réunion d'éditer un certain nombre de fiches pratiques et de renouveler cette formation chaque année pour que le maximum de personnels et de camarades puisse être formé.

Samuel Serre, co-secrétaire académique

ADRESSES UTILES

CGT EDUC'ACTION VERSAILLES

La Rotonde - 32-34 Avenue des Champs Pierreux
92 000 NANTERRE

cgteducversailles@gmail.com

eluscgtversailles@gmail.com

Tel : 06 40 16 79 39

Co-secrétaires académiques :
Mathieu Moreau
Samuel Serre

Responsable Élus CAPA :
Frédéric Moreau

Permanences

Permanences tous les vendredi + permanences téléphoniques : laissez un message pour être rappelés ou envoyez-nous un courriel

Beaucoup d'informations pratiques et d'actualités sur notre site http://www.cgteduc-versailles.fr/